

l'intégrale
LES ÉCOLES DE MANAGEMENT

TOUT-EN-UN

M.-V. SPELLER

B. PRIET

M.-A. DURAND

C. BALDIT-DUFAYS

N. GRENIER, AUTEUR DES RESSOURCES NUMÉRIQUES DE L'OUVRAGE

SCORE

IAE MESSAGE

2022

DUNOD

Les sujets, corrigés et commentaires proposés dans cet ouvrage n'engagent que les auteurs et l'éditeur et n'ont aucun lien avec l'organisation officielle du Score IAE-Message.

Conception de la couverture : Hokus Pokus Créations

Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements

d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour

les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée. Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).



© Dunod, 2021

11, rue Paul Bert, 92240 Malakoff

www.dunod.com

ISBN : 978-2-10-082924-8

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2^o et 3^o a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

Présentation du Score IAE-MESSAGE.....	1
--	---

Partie 1 Culture générale économique et managériale

Présentation de l'épreuve	6
1. Histoire de France de la Révolution à 1958.....	7
2. Histoire du Monde de 1944 à nos jours	9
3. Institutions de la V ^e République.....	10
4. Histoire de la V ^e République.....	14
5. Collectivités territoriales françaises.....	15
6. Union européenne.....	16
7. Paix et sécurité internationales	19
8. Sécurité intérieure.....	21
9. Écologie	23
10. Protection sociale et santé publique.....	25
11. Famille et enfants.....	27
12. Travail	29
13. Inégalités, exclusions, discriminations.....	31
14. Économie.....	34
15. Arts	36
16. Littérature	41
17. Sports et jeux.....	43

Partie 2 Compréhension et expression écrite en français

Présentation de l'épreuve	46
1. Le vocabulaire	47
2. L'orthographe d'usage.....	60
3. L'orthographe du nom et de l'adjectif	67
4. L'orthographe du verbe	78
5. L'orthographe des autres mots de la phrase.....	96
6. Compréhension de texte	102

Partie 3 Raisonnement logique et numérique

Présentation de l'épreuve	118
1. Calcul mental.....	119
2. Fractions	123
3. Le point sur les pourcentages.....	124
4. Calculs avec des racines carrées	127
5. Puissances.....	129
6. Développement et factorisation	130
7. Équations.....	132
8. Inéquations.....	136
9. Méthodes de résolution des systèmes	144
10. Systèmes non linéaires	150
11. Polynômes du second degré « seul »	152
12. Polynômes du troisième degré	158
13. Théorèmes et propriétés célèbres	163
14. Angles.....	168
15. Périmètres, surfaces et volumes.....	170
16. Conversions distances et durées	173
17. Conversions surfaces.....	176
18. Conversions volumes	178
19. Conversions de vitesse.....	180
20. Les principales étapes d'une étude de fonction.....	182
21. Quelques fonctions usuelles	186
22. Calculs de limites	194
23. Suites arithmétiques et géométriques	198
24. Comportement d'une suite	199
25. Somme des termes d'une suite.....	201
26. Suites définies par une relation de récurrence	204
27. Tableau des primitives.....	206
28. Intégrales.....	208
29. Notions de statistiques descriptives	212
30. Dénombrement.....	217
31. Calculs de probabilités	220
32. Récapitulatif des principales lois discrètes et lois continues.....	222
33. Le point sur la loi de Bernoulli et la loi Binomiale	224
34. Matrices non carrées	226
35. Matrices carrées	229
36. Les suites de lettres.....	242
37. Les suites de chiffres ou de nombres	247

38. Mélange de chiffres et de lettres.....	253
39. Logique verbale.....	255
40. Les mots codés	257
41. Questions particulières	259

Partie 4 Compréhension et expression écrite en anglais

Présentation de l'épreuve	262
---------------------------------	-----

Sous-partie 4.1 Grammaire 263

1. La syntaxe de la phrase simple	264
2. L'article.....	267
3. Les pronoms	268
4. Les noms et adjectifs composés	269
5. La quantité.....	270
6. La comparaison	271
7. Le cas possessif ('s)	272
8. Le présent	273
9. L'impératif	274
10. Le passé.....	275
11. Le futur	277
12. Les modaux & associés	278
13. Les propositions relative et infinitive.....	281
14. L'infinitif et le gérondif	282
15. Le souhait et le regret.....	283
16. Les discours direct et indirect.....	284
17. Le passif.....	286
18. Les verbes prépositionnels & <i>Phrasal Verbs</i>	287

Sous-partie 4.2 Vocabulaire 293

1. L'économie / <i>Economics</i>	294
2. La mondialisation / <i>Globalization</i>	296
3. La consommation / <i>Consumption</i>	298
4. Les médias / <i>The media</i>	300
5. La politique / <i>Politics</i>	303
6. L'immigration / <i>Immigration</i>	306
7. La violence et le terrorisme / <i>Violence & Terrorism</i>	308
8. L'environnement / <i>The environment</i>	310

9. L'écologie / <i>Ecology</i>	313
10. L'informatique / <i>Computer Science</i>	315
11. L'éducation / <i>Education</i>	318
12. Les sentiments / <i>Feelings</i>	320
13. Les faux amis / <i>Deceptive words</i>	322
14. Le vocabulaire britannique / américain	324

Partie 5 Score IAE-Message blancs

Consignes	328
1. Score IAE-Message Blanc 1	330
2. Score IAE-Message Blanc 2	384
3. Score IAE-Message Blanc 3	433
4. Score IAE-Message Blanc 4	485
5. Score IAE-Message Blanc 5	537
6. Score IAE-Message Blanc 6	587
7. Score IAE-Message Blanc 7	636
8. Score IAE-Message Blanc 8	688
Grille des réponses 1	736
Grille des réponses 2	737
Grille des réponses 3	738
Grille des réponses 4	739
Grille des réponses 5	740
Grille des réponses 6	741
Grille des réponses 7	742
Grille des réponses 8	743



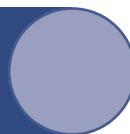
Ressources numériques. Comment y accéder ?

Pour aller plus loin et mettre toutes les chances de votre côté pour réussir l'examen, des compléments sont disponibles sur le site www.dunod.com.

Connectez-vous à la page de l'ouvrage (grâce aux menus déroulants, ou en saisissant le titre, l'auteur ou l'ISBN dans le champ de recherche de la page d'accueil). Sur la page de l'ouvrage, cliquez sur le logo « Les + en ligne ».



Présentation du Score IAE-MESSAGE



1. Qu'est-ce que le Score IAE-Message ?

Il constitue un élément d'appréciation du dossier de candidature à 280 formations universitaires en gestion et management. Il peut être exigé à l'entrée en 3^e année de licence ou en master (M1 ou M2).

Le Score IAE-MESSAGE mesure les aptitudes des candidats dans 4 domaines fondamentaux pour de futurs managers :

- Culture générale, économique et managériale
- Compréhension et expression écrite en français
- Raisonnement logique et numérique
- Compréhension et expression écrite en anglais

Vous pouvez vous présenter à cet examen autant de fois que vous le souhaitez. Plusieurs sessions sont possibles. Renseignez-vous !

CONSEIL

Profitez des multiples sessions pour passer votre examen au moment où vous n'êtes pas submergé(e) de partiels !

2. Les 4 épreuves du Score IAE-Message

Le Score IAE-Message se compose de quatre parties, dont certaines sont divisées en deux épreuves :

1^{re} partie : Culture générale, économique et managériale

50 questions portant sur l'actualité des derniers 12 à 24 mois. Ce sont des questions à cinq choix possibles dont un seul est correct. Elles portent sur la culture générale, l'actualité économique, politique, mais aussi culturelle et internationale.

2^e partie : Compréhension et expression écrite en français

- Expression écrite : 35 questions à cinq choix possibles dont un seul est correct. Ce sont des questions portant sur la grammaire, la conjugaison, le vocabulaire et l'orthographe.
- Compréhension d'un texte écrit : 15 questions à cinq choix possibles dont un seul est correct. Vous lisez un texte puis répondez à des questions qui visent à évaluer votre compréhension du texte et des concepts qu'il aborde.

3^e partie : Raisonnement logique et numérique

- Logique : 10 questions à cinq choix possibles dont un seul est correct
- Raisonnement numérique : 10 questions à cinq choix possibles dont un seul est correct

ATTENTION

Vous n'avez pas le droit à la calculatrice !

4^e partie : Compréhension et expression écrite en anglais

- Expression écrite : 35 questions à cinq choix possibles dont un seul est correct. Ce sont des questions portant sur la langue anglaise : vocabulaire, orthographe, grammaire et conjugaison.
- Compréhension d'un texte écrit : 15 questions à cinq choix possibles dont un seul est correct portant sur un texte issu de la presse anglo-saxonne.

3. Le déroulement et la notation du test

Le test se déroule en 3 heures. Vous pouvez donc répartir votre temps comme vous le souhaitez entre les 4 épreuves. Il est néanmoins conseillé de consacrer 45 minutes à chaque épreuve.

Le Score IAE-Message est noté sur 400 points, soit 100 points par épreuve. Il n'y a pas de pénalisation en cas d'absence de réponse ou de réponse fausse. Votre note est calculée de la manière suivante :

Épreuves	Questions	Durée conseillée	Coeff. de points
Culture économique et managériale	50 questions	45 mn	100 (2pts par réponse juste)
Compréhension et expression écrite en français	50 questions (35 d'expression écrite et 15 de compréhension)	45 mn	100 (2pts par réponse juste)
Logique et raisonnement numérique	20 questions (10 de logique et 10 de raisonnement numérique)	45 mn	100 (5pts par réponse juste)
Compréhension et expression écrite en anglais	50 questions (35 d'expression écrite et 15 de compréhension)	45 mn	100 (2pts par réponse juste)
Total	170 questions	180 mn	400

4. Comment préparer le Score IAE-Message ?

Le Score IAE-Message est un examen qui nécessite une préparation soutenue. C'est une épreuve difficile dans la mesure où il faut être relativement rapide et avoir de bonnes connaissances dans plusieurs disciplines. L'épreuve de logique et raisonnement numérique nécessite une parfaite maîtrise du programme de mathématiques du collège, du lycée, voire de première et deuxième années après le baccalauréat. Vous allez donc devoir vous repencher sur les théorèmes de Pythagore ou de Thalès, résoudre à nouveau des équations, des problèmes, mais aussi vous pencher sur des thèmes que vous aurez étudiés plus récemment comme les matrices ou les probabilités. Que de bons (ou mauvais) souvenirs ! Pas d'inquiétude : il s'agit d'un QCM, donc on ne vous demande pas de démontrer vos résultats !

Les autres parties font appel à vos connaissances d'ordre plus général. Lisez la presse, écoutez la radio, consultez les ressources en ligne de l'ouvrage, regardez le journal télévisé. En français, n'hésitez pas à vous replonger dans un livre de grammaire ! En anglais revoyez également votre grammaire, votre conjugaison et certains mots de vocabulaire.

La veille

- Repérez le lieu exact de l'examen (station de métro, numéro de salle, etc.).
- Préparez votre convocation, pièce d'identité et autres papiers que l'on peut vous demander.
- N'oubliez pas de régler votre réveil. Ne pas se réveiller le jour J serait plus que rageant !
- Couchez-vous tôt. Cette épreuve demande une grande concentration. En étant fatigué(e), vous allez perdre vos moyens et faire des erreurs d'inattention.

Le jour J

- Habillez-vous de manière sobre et correcte. Mais surtout choisissez des vêtements dans lesquels vous vous sentez bien.
- Mangez bien au petit déjeuner. Ne partez pas le ventre vide.
- Prévoyez d'arriver en avance afin d'éviter tout stress en cas de problème (embouteillages, retard dans les transports en commun, notamment).
- Une fois devant votre copie faites du mieux que vous pouvez. Et surtout si vous ne savez pas répondre à une question passez à la suivante !

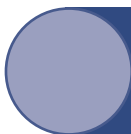
Les résultats

- Vous avez réussi : BRAVO !
- Vous avez échoué : ce n'est pas grave, vous pouvez repasser le Score IAE-Message plus tard. Et vous serez d'autant mieux préparé(e) car vous saurez à quoi vous attendre.
- Tentez de repérer les points qui vous ont posé des problèmes et accentuez vos prochaines révisions sur ces différents thèmes. Bon courage !

Partie



Culture générale économique et managériale



Présentation de l'épreuve

L'épreuve de culture générale économique et managériale du Score IAE-Message représente une vraie difficulté pour les candidats parce qu'elle demande une culture à la fois étendue et précise.

Il s'agit d'évaluer l'ouverture d'esprit du candidat par sa connaissance des grands faits et de l'actualité des 12-24 derniers mois, notamment dans le domaine de l'économie et de la vie des entreprises mais également, de façon plus large, dans le domaine politique, culturel et international.

Le candidat devra démontrer sa capacité à suivre l'actualité et à l'analyser par une lecture quotidienne de la presse. Il ne s'agit pas d'apprécier des compétences techniques mais de mesurer son ouverture d'esprit et sa « curiosité ». Elle prend la forme de questions à choix multiple (QCM).

Sa durée conseillée est de 45 minutes.

Tous les thèmes peuvent être abordés, mais souvent ils sont choisis en lien avec l'actualité (la moitié des questions). Toutefois, certains thèmes sont plus fréquents que d'autres.

Actualité : Il est capital de suivre l'actualité, de préférence par la presse écrite, mais aussi à la radio. Les informations télévisées sont insuffisantes pour une information précise. Il faut connaître l'actualité des 24 derniers mois.

Économie : Il faut connaître les événements concernant les grandes entreprises, savoir chiffrer les économies nationales (dette, déficit public, taux de chômage, etc.), connaître le fonctionnement des instances internationales d'économie (G7, FMI, BCE, etc.).

Arts et littérature : Vous serez interrogé sur les œuvres, les prix (Nobel, Goncourt), les expositions (actuelles), les courants auxquels appartiennent les artistes.

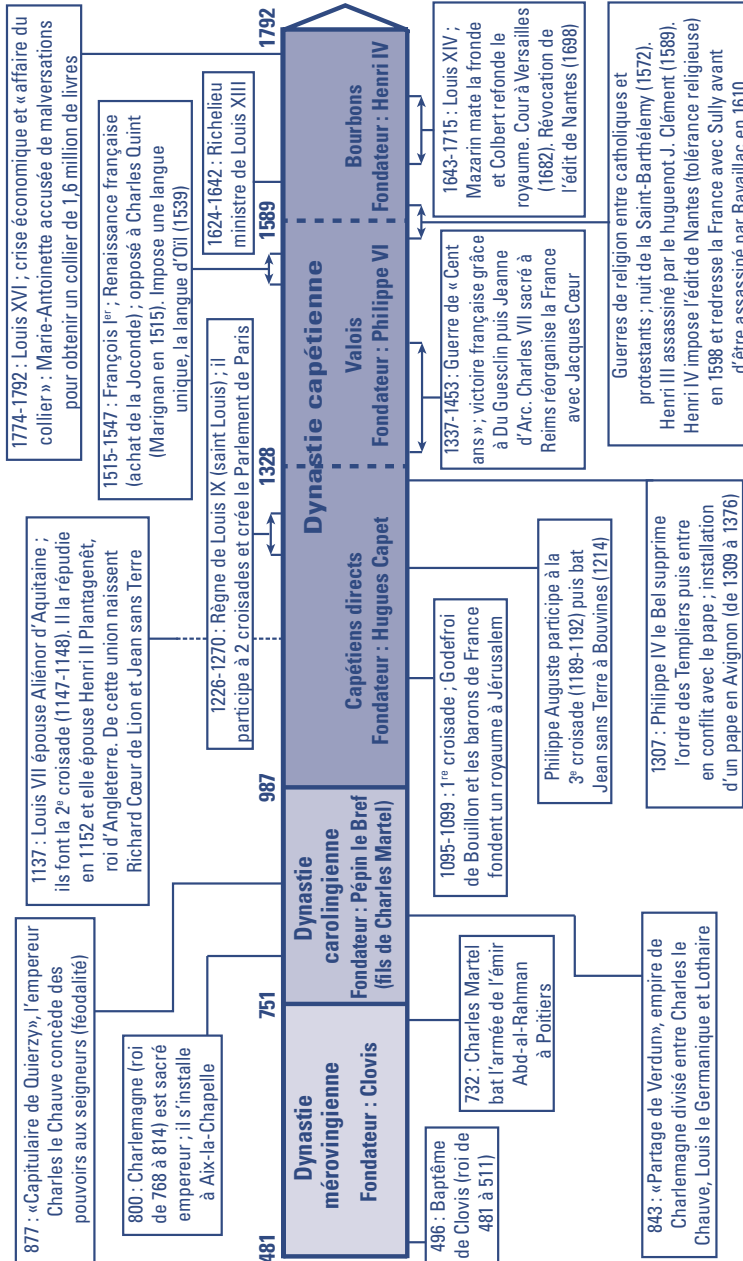
Histoire et géographie : C'est surtout l'histoire qui fait l'objet de questions et particulièrement l'histoire contemporaine (XIX^e et XX^e siècles). Revoyez bien les fiches de chronologie. Concernant la géographie, il s'agit surtout de connaître les capitales et les reliefs.

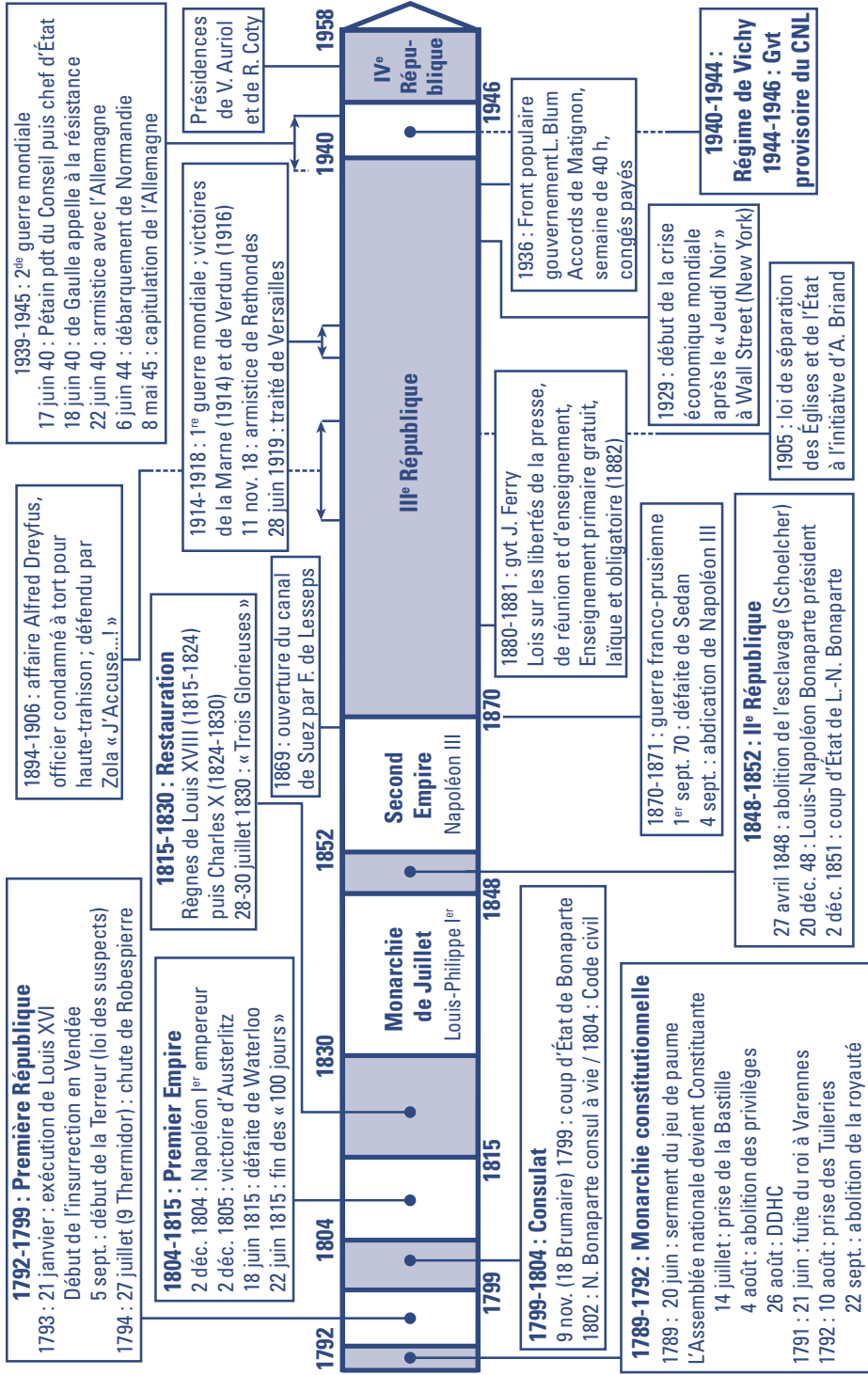
Politique et institutions : Travaillez bien les institutions européennes et onusiennes (voir les fiches qui suivent), leur fonctionnement, leurs représentants, leurs prérogatives.

Sports et jeux : Les questions sont généralement en lien avec l'actualité (JO, records, etc.), mais parfois aussi il s'agit des règles de ces jeux (points attribués au rugby, nombre de cases sur un échiquier, etc.), des records historiques.

Thèmes divers : Il peut s'agir d'écologie, de la presse, de santé publique ou de tout autre thème en rapport direct ou indirect avec l'actualité.

1





2



3 Institutions de la V^e République

La Cinquième République entre en vigueur le 4 octobre 1958. Elle est souhaitée par Charles de Gaulle pour diminuer le pouvoir des Chambres et augmenter celui du peuple et de l'exécutif. Elle est approuvée par référendum à 82 %.

1. L'exécutif : il fait appliquer la politique courante et la loi

a. Le président de la République

- **Élection** : Il est élu au suffrage universel direct, au moyen d'un scrutin uninominal majoritaire à deux tours. Le mandat présidentiel est d'une durée de 5 ans (7 ans avant 2000), renouvelable une fois. Le président de la République siège au palais de l'Élysée. Tout candidat doit être français, avoir au moins 18 ans et 500 signatures d'élus.
- **Attributions** : 1^{er} personnage de l'État, il dirige la diplomatie, promulgue les lois et signe les ordonnances et les décrets délibérés en Conseil des ministres. Il est un organe d'arbitrage entre les pouvoirs publics. Il dispose du droit de grâce. Il est gardien de la Constitution, et chef des Armées.
- **Responsabilité** : Civilement et pénalement irresponsable durant son mandat.
- **Pouvoir de nomination** : Il nomme seul le Premier ministre, un tiers des membres du Conseil constitutionnel et un tiers des membres du CSA (Conseil Supérieur de l'Audiovisuel). Il nomme avec le Premier ministre les titulaires des hautes fonctions : conseillers d'État, préfets, recteurs...

b. Le Premier ministre

- **Nomination** : Il est nommé librement par le président de la République, mais en pratique c'est un politique soutenu par l'Assemblée nationale. Ses services sont installés à l'hôtel Matignon.
- **Attributions** : Il dirige l'action gouvernementale et l'administration française, joue un rôle d'intermédiaire entre la majorité de l'Assemblée nationale et le gouvernement. Il est responsable de toute l'organisation de la défense nationale. Il dispose de l'initiative des lois et assure leur exécution.
- **Fin des fonctions** : Elle intervient lors d'une nouvelle élection législative (mais il peut être maintenu ensuite), par une démission spontanée ou une perte de confiance de l'Assemblée, par la révocation par le président de la République.

c. Le gouvernement

- **Nomination** : Les ministres sont nommés par le président sur proposition du Premier ministre. Chaque ministère a son propre siège : Quai d'Orsay (Affaires étrangères), Hôtel de Beauvau (Intérieur), Bercy (Économie), Hôtel de Bourvallais (Justice ou Chancellerie – garde des Sceaux), Hôtel de Roquelaure (Écologie), Palais Royal (Culture).
- **Composition** : Le nombre de ses membres est variable. Il y a une hiérarchie des ministres, en commençant par les ministres d'État, puis les ministres ordinaires, assistés des ministres délégués, et les secrétaires d'État.
- **Conseil des ministres** : Il se tient tous les mercredis matin à l'Élysée. Il est présidé par le chef de l'État qui décide de l'ordre du jour. Le Conseil adopte les projets de loi qui seront déposés devant le Parlement.
- **Fin des fonctions** : La fin d'un gouvernement est liée au sort de son Premier ministre. Le président et son Premier ministre peuvent opérer un remaniement en demandant la démission d'un ou de plusieurs ministres.

2. Le législatif : il édicte les lois et contrôle l'exécutif

- **La loi** est une règle juridique prescrite par le Parlement. Elle est générée par le Premier ministre (on parle alors de projet de loi), ou par des Députés ou des Sénateurs (on parle alors de proposition de loi). Le projet (ou la proposition) est ensuite examiné(e) par les deux Chambres du Parlement qui peuvent faire des amendements. Une fois la loi acceptée par les deux Chambres, elle peut éventuellement être soumise à un contrôle de constitutionnalité par le Conseil constitutionnel, puis elle est promulguée et publiée au Journal officiel.
- **Le règlement** est aussi une règle juridique, mais il est édicté par une autorité administrative. Ce sont les décrets pris par le président de la République, les arrêtés pris par les ministres, les préfets, les sous-préfets et les maires.

REMARQUE

Le référendum populaire est un pouvoir législatif exceptionnel. Il peut modifier la Constitution ou la loi. Il est décidé à l'initiative du président de la République.

Le Parlement, organe du pouvoir législatif

- **Composition** : Deux Chambres, le Sénat (chambre haute) qui siège au palais du Luxembourg et compte 348 Sénateurs et l'Assemblée nationale qui siège au palais Bourbon et compte 577 Députés. L'ensemble du Parlement forme en réunion solennelle le Congrès, qui peut modifier la Constitution.
- **Élection** : Les Sénateurs sont élus au suffrage universel indirect par les grands électeurs (députés, conseillers régionaux et généraux, délégués des conseils municipaux) pour 6 ans et les Députés sont élus au suffrage universel direct

par circonscription pour 5 ans. Chaque Chambre a son propre président élu par cooptation (élection parmi les membres). Le président du Sénat assure l'intérim de la présidence de la République en cas de vacance du pouvoir exécutif (ce fut deux fois le cas d'Alain Poher, en 69 et en 74).

- **Attributions** : Le Parlement propose, délibère, vote ou rejette les lois. L'Assemblée nationale s'occupe particulièrement de contrôler l'action du gouvernement et d'évaluer la politique publique ; elle peut renverser le gouvernement. Le Sénat vote le budget de l'État.

3. Le judiciaire : il contrôle l'application de la loi et sanctionne son non-respect

L'organisation juridictionnelle est divisée en 2 ordres de trois degrés chacun :

- ***l'ordre judiciaire*** qui intervient dans les litiges concernant les particuliers,
- ***l'ordre administratif*** qui intervient dans les litiges intéressant l'État, lorsqu'un texte du pouvoir exécutif a été mal appliqué.

	ORDRE JUDICIAIRE Civil, Pénal	ORDRE ADMINISTRATIF
Haute juridiction	Cour de Cassation	Conseil d'État
2 ^e degré	Cour d'Appel (assises pour les crimes)	Cour administrative d'Appel
1 ^{er} degré	Juridictions de première instance : prud'hommes, tribunal de police, de commerce, cour d'assises, tribunal correctionnel, etc.	Tribunal administratif

4. Les autres organes constitutionnels

- **Le Conseil constitutionnel** comprend 9 membres nommés pour 9 ans (3 par le président de la République, 3 par le président du Sénat, 3 par le président de l'Assemblée nationale). Il veille à la régularité des élections et contrôle la conformité de certains actes à la Constitution.

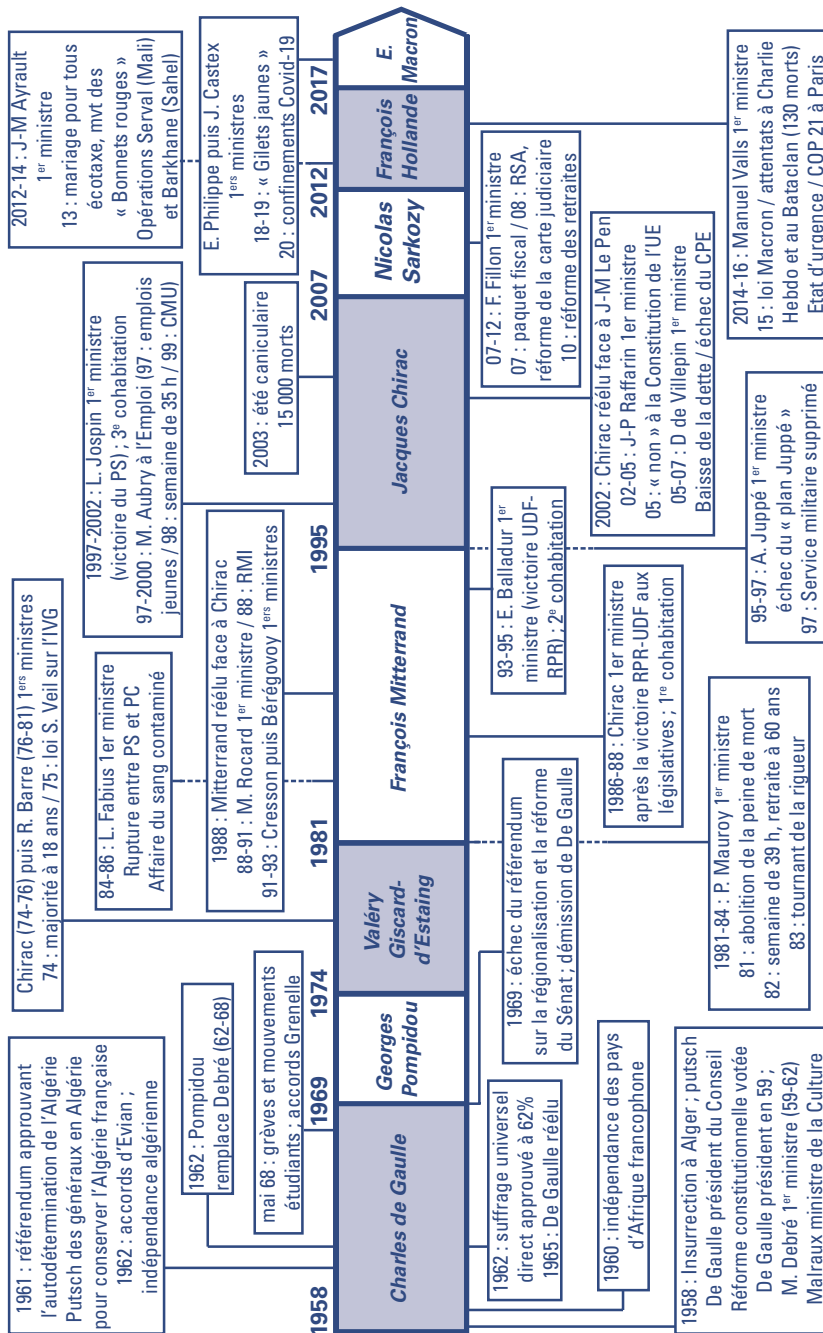
REMARQUE

Depuis 2008, la QPC (Question Prioritaire de Constitutionnalité) peut être posée lors d'un procès par une des parties. La juridiction saisie du litige détermine si la QPC remplit les conditions, c'est-à-dire si elle s'applique bien au procès, si elle n'a pas déjà été traitée et si elle présente un caractère sérieux. Si elle estime la question valable, elle la transmet à la juridiction supérieure puis au Conseil constitutionnel pour décision. La QPC permet une amélioration de la cohérence du droit.

- **La Cour des Comptes** contrôle *a posteriori* les finances publiques, la gestion des administrations, la Sécurité sociale, les entreprises publiques et leurs filiales.
- **Le Conseil économique et social** donne des avis sur les projets ou propositions de lois et sur les problèmes à caractère économique et social.
- **Le Conseil supérieur de la magistrature** garantit l'indépendance de la magistrature. Présidé par le chef de l'État, il est composé du ministre de la Justice et de neuf membres nommés par le président de la République.
- **La Haute Cour de Justice et la Cour de Justice de la République** rendent la justice politique. Ses membres (des Députés et Sénateurs), jugent pour haute trahison le chef de l'État (Haute Cour) ou un ministre (Cour de Justice).
- **Le Conseil d'État** est consulté obligatoirement par le gouvernement sur ses projets de lois et d'ordonnances, et facultativement sur des projets de décrets et des demandes d'avis. Il est aussi à la tête des juridictions administratives.

4

Histoire de la V^e République



Collectivités territoriales françaises

5

Département	Région
Collectivités territoriales décentralisées	
101 dont 5 DROM	18 dont 5 DROM (depuis 2016)
D(R)OM : Département (et Région) d’Outre-mer. Ce sont la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane, la Réunion et Mayotte (depuis 2011 pour cette dernière). Ne pas confondre avec une COM , Collectivité d’Outre-mer (anciens TOM), tels St-Pierre-et-Miquelon, Wallis-et-Futuna, Saint-Martin, Saint-Barthélemy.	
<i>Représentants élus</i>	
Conseillers départementaux (1 par canton)	Conseillers régionaux
Membres élus pour 6 ans au suffrage universel direct. Un président pour chaque conseil, élu parmi les membres. Il est l’exécutif.	
<i>Compétences</i>	
Aide sociale, culturelle, aux associations, aux entreprises, aux communes, voirie départementale, organisation et gestion des transports scolaires et urbains, construction et entretien des collèges.	Aide sociale, sanitaire, culturelle, soutien de l’économie, aménagement du territoire, entretien des routes nationales, des ports et aéroports, des parcs naturels, organisation du transport ferroviaire, construction et entretien des lycées, soutien de l’enseignement, gestion des fonds structurels européens.
<i>Représentant (de l’État) nommé par l’exécutif</i> : le préfet	
<i>Compétences</i>	
Le préfet de département veille à l’application et au respect des lois, fait le lien avec l’exécutif, est responsable de l’ordre public, dirige les fonctionnaires de l’État.	Le préfet de région dirige les autres préfets du département en plus de ses attributions départementales.
Commune	
Plus petite division administrative. La France compte environ 35 000 communes.	
<i>Représentants élus</i>	
Conseillers municipaux, élus pour 6 ans au suffrage universel direct. Le maire et ses adjoints sont élus parmi les conseillers pour exécuter les décisions du Conseil.	
Compétences : Le Conseil vote le budget, gère le patrimoine de la commune, exerce une action sociale auprès des défavorisés, fixe les effectifs du personnel municipal. Le maire dirige la police municipale (si elle existe), nomme les employés communaux dont il est le supérieur hiérarchique.	
<i>Représentant de l’État</i> : le maire	
Compétences : Officier d’état civil, et de police judiciaire, il peut constater certaines infractions. Il a des compétences administratives (publication des lois, organisation des élections, recensement, délivrance du permis de construire).	

6

Union européenne

L'Union européenne (UE) est une organisation internationale de 27 États (28 avant le Brexit). Elle compte environ 450 millions d'habitants et représente le 2^e PIB au monde (environ 19 000 milliards d'euros). Elle est fêtée le 9 mai (déclaration Schuman), a pour drapeau 12 étoiles d'or sur fond bleu, pour hymne l'*Ode à la joie* de Beethoven et pour devise « Unie dans la diversité ». Le « brexit » (sortie du Royaume-Uni de l'UE) voté le 23 juin 2016 est entré en vigueur le 31 janvier 2020, faisant passer l'UE à 27 États.

1. Pays membres et date d'adhésion



[en gras les 19 pays de la zone Euro]

Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas et RFA en 1957, Danemark, **Irlande** en 1973, **Grèce** en 1981, **Espagne** et **Portugal** en 1986, **Autriche, Finlande** et Suède en 1995, **Chypre, Malte, Slovénie**, Pologne, Hongrie, République tchèque, **Estonie, Lettonie, Lituanie** et **Slovaquie** en 2004, Bulgarie et Roumanie en 2007, Croatie en 2013.

La RDA est membre en 1990 après réunification de l'**Allemagne** en 1989.

2. Organisation

a. Pouvoir politique : Le Conseil européen

Composé des chefs d'État et de gouvernement (27 membres), il définit les orientations politiques de l'UE et respecte ainsi la souveraineté des États. Présidé par Charles Michel (depuis le 1^{er} décembre 2019), il siège à Bruxelles.

b. Pouvoir exécutif : La Commission européenne

Composée de 27 commissaires (1 par État), elle propose et met en œuvre les politiques communautaires. Gardienne des traités et de l'intérêt général de l'UE, elle a un droit d'initiative dans les domaines douaniers, écologiques, le marché intérieur et la monnaie unique. Présidée par Ursula von der Leyen (depuis novembre 2019), elle siège à Bruxelles.

c. Pouvoir législatif : Le Parlement européen et le Conseil de l'UE

Le Parlement compte 705 députés (751 avant le Brexit) élus pour 5 ans directement par les citoyens des États membres. Il est co-législateur avec le Conseil de l'UE, il vote seul le budget. Son président est David Sassoli ; il siège à Strasbourg.

Le Conseil (des ministres) de l'Union européenne est composé des ministres des États concernés par le sujet. Il élabore le projet de budget avec le Parlement et l'adopte après vote du Parlement. Il décide seul des moyens de recettes. Il fixe les orientations de la politique de change (monétaire). Sa présidence est rotative (changement d'État tous les 6 mois) ; son siège est situé à Bruxelles.

d. Pouvoir judiciaire : La Cour de Justice

Elle garantit le respect de la législation et est créatrice du droit européen.

e. Autres assemblées et organes de l'UE

- **La Cour des comptes** contrôle l'utilisation du budget de l'UE.
- **Le Comité économique et social** exprime l'opinion de la société civile dans les domaines économique et social.
- **Le Comité des Régions** est porte-parole des collectivités territoriales.
- **La Banque centrale européenne (BCE)**, présidée par Christine Lagarde, elle assure la stabilité et la crédibilité de l'euro et de la politique monétaire.
- **La Banque européenne d'investissement** a pour rôle d'emprunter sur les marchés pour financer les projets d'investissements européens.

3. Grandes dates

1950	9 mai : Discours de Robert Schuman (ministre français) appelant à mettre en commun les productions de charbon et d'acier sous une Haute Autorité commune. À l'initiative notamment du Français Jean Monnet .
1951	18 avril : Création de la CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier) entre la France, la RFA, le Benelux et Italie.
1957	25 mars : Traité de Rome ; création de la CEE (Communauté Économique Européenne), autonome en financement. Institution de la PAC (Politique Agricole Commune) pour développer la ruralité et moderniser l'agriculture et de la CEEA (Communauté Européenne de l'Énergie Atomique) pour favoriser l'indépendance énergétique.
1965	Fusion des communautés européennes la CEE, la CECA et la CEEA.
1986	Signature de l' Acte unique européen qui élargit les compétences de la CEE aux domaines de la recherche et du développement et crée le Conseil européen. Création du marché commun.
1992	Signature du traité de Maastricht qui crée l'UE. Création de la citoyenneté européenne : libre circulation dans l'UE et droit de voter et d'être élu dans le pays où l'on réside (statut d'étranger communautaire) aux élections locales et européennes. Accord sur la création d'une monnaie unique et de la BCE (créée en 1998). L'Union est fondée sur trois piliers : l'unité institutionnelle et historique, la communauté politique, la coopération policière et judiciaire.
1999	Entrée en vigueur du traité d'Amsterdam qui met en place l' espace Schengen sur la libre circulation des biens et des personnes. Mise en place de l'euro pour les transactions (la monnaie papier apparaît en 2002).
2002	Traité de Nice . Adoption de la charte des droits fondamentaux et réforme des institutions pour aider l'adhésion des pays d'Europe centrale.
2007	Traité de Lisbonne . Modification du texte de la Constitution de 2004 (rejeté par référendum en France en 2005), ratifié par le Parlement français en 2008 et par les derniers pays fin 2009.
2009	Élection d'un président du Conseil européen (Herman Van Rompuy), et d'un représentant de la diplomatie européenne (Catherine Ashton). Ils entrent en fonction en 2010 pour 2 ans et demi et sont réélus en 2012.
2012	L'UE reçoit le Prix Nobel de la paix.
2016	« Brexit » : Le Royaume-Uni vote la sortie de l'UE à 51.9 %.

1. Les organismes d'État (l'ONU et ses principaux organes)

ONU : Créée en 1945 pour remplacer la SDN (Société des Nations) qui n'avait pu empêcher la guerre, l'ONU promeut la paix internationale. Pour cela elle cherche à faciliter la coopération des États, le développement économique, la promotion des droits de l'homme. Elle compte 193 États, son siège est à New York, son secrétaire général est le Portugais Antonio Guterres (depuis janvier 2017).

- **OMS** : L'Organisation Mondiale de la Santé promeut la santé publique internationale. Son siège est à Genève.
- **UNICEF** : Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF en anglais) est spécialisé dans la protection des enfants et des mères.
- **UNESCO** : L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO en anglais) contribue à la paix par l'éducation, la science et la culture. Son siège est à Paris.
- **CIJ** : La Cour Internationale de Justice règle les conflits juridiques entre les États ou entre États et organes internationaux. Elle siège à La Haye.
- **FAO** : L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO en anglais) lutte contre la faim dans le monde.
- **HCR** : Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés promeut le droit d'asile (Convention de Genève de 1951). Il siège à Genève.
- **AIEA** : L'Agence Internationale de l'Énergie Atomique combat la prolifération d'une énergie nucléaire militaire. Son siège est à Vienne.

2. Les autres organismes d'État (indépendants de l'ONU)

- **OTAN** : L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord assure la défense des pays occidentaux et leur stabilité (initialement contre l'URSS).
- **FMI** : Le Fonds Monétaire International promeut la coopération monétaire des États pour la stabilité économique et combat la pauvreté. Sa directrice est Kristalina Gueorguieva. Elle a succédé à Christine Lagarde en 2019.
- **CPI** : La Cour Pénale Internationale juge les personnes pour crime contre l'humanité, génocide, crime de guerre. Créée en 2002, elle se tient à La Haye.

3. Les organisations non gouvernementales (ONG)

- Fondées sur le bénévolat, la neutralité, l'humanité, l'indépendance, l'universalité.
- **CICR** : Le Comité International de la Croix Rouge, plus ancienne organisation humanitaire (1863), défend la vie et la dignité des personnes en cas de guerre ou d'autres violences. Fondée par des Suisses, son siège est à Genève.
- **AI** : Amnesty International défend les droits de l'homme : libération des prisonniers d'opinion, abolition de la peine de mort, des tortures et autres crimes.
- **Autres ONG** : Médecins sans frontières, Armée du Salut, Ordre de Malte, etc.

1. Aspects généraux

La violation de la loi est une infraction. Il existe 3 types d'infractions : le crime (le plus grave), le délit et la contravention.

- Le crime caractérise tout acte passible d'au moins 10 ans de prison et 3 000 € d'amende. Parmi les crimes, on trouve le meurtre, le viol, le trafic de drogue. Un crime est jugé en cour d'assises. La peine maximale est la perpétuité avec période de sûreté de 30 ans, depuis l'abolition de la peine de mort en 1981.
- Le délit est jugé par le tribunal correctionnel. Il peut entraîner des peines de prison (jusqu'à 10 ans), des amendes ou des travaux d'intérêt général.
- La contravention est jugée au tribunal de police ou devant le tribunal de proximité. La peine est au maximum de 3 000 € d'amende.

LOPPSI 2 : Loi d'Orientation et de Programmation pour la Performance de la Sécurité Intérieure qui concerne la sécurité intérieure sur 5 ans par le recours aux scanners corporels, aux mouchards informatiques, au filtrage d'Internet... Le Code de la sécurité intérieure, en vigueur depuis 2012, fait suite à LOPPSI.

Garde à vue : Maintien à disposition par la police ou la gendarmerie d'une personne soupçonnée d'une infraction dans le cadre d'une enquête judiciaire. Sa durée est de 24 h, prolongeable à 48h pour les affaires courantes. Le gardé à vue doit être informé des raisons de sa situation et avoir la possibilité d'un entretien avec son avocat.

Plan Vigipirate : Plan de lutte anti-terroriste. Trois niveaux de menace : Vigilance, Vigilance renforcée/risque d'attentat, Urgence attentat. L'opération Sentinelle depuis 2015 renforce la sécurité intérieure.

Proposition de loi relative à la sécurité globale : Loi du gouvernement Castex visant à renforcer les pouvoirs de la police municipale, la captation et l'utilisation d'images de policiers.

2. Sécurité routière

Elle définit l'ensemble des mesures pour éviter les accidents de circulation (permis à points, en 92, installation des radars automatiques en 2004, etc.).

Alcool au volant : En France, c'est la 1^{re} cause d'accidents. L'alcoolémie d'un conducteur comprise entre 0,25 et 0,39 mg/l d'air expiré (ou 0,5 et 0,78 g/l de sang) vaut une contravention de 4^e classe (perte de 6 points). Au-delà, c'est un délit.

Vitesse au volant : Retrait de 1 à 6 points et amende forfaitaire de 68 à 1500 €.

3. Infractions sur Internet

La déterritorialisation d'Internet favorise la cybercriminalité commise impunément (pédopornographie, trafic, vol d'informations, etc.).

MégaUpload : Site de téléchargement illégal, dirigé par Kim Schmitz et fermé en 2012 par le FBI. En réaction, le mouvement **Anonymous** a attaqué plusieurs sites Internet et organisé des manifestations au nom de l'accès libre à la culture.

HADOPI : La Haute Autorité pour la Diffusion des Œuvres et la Protection des droits sur Internet, créée en 2009, vise à protéger les œuvres et à encourager les téléchargements légaux par la menace de suspension de l'accès à Internet. Jugée peu efficace, elle pourrait disparaître en 2022.

1. Accords internationaux et nationaux

- **Protocole de Kyoto** : Traité international de 2005 pour la réduction de 5,2 % des gaz à effet de serre d'ici 2012 (par rapport à 1990). Non prolongé lors de la conférence de Copenhague en 2009.
- **Conférences des parties** : Depuis 1995, réunions des pays membres de l'ONU pour établir une convention-cadre concernant le climat. COP21 à Paris en 2015, objectif fixé de limiter le réchauffement climatique mondial entre 1,5 et 2 °C d'ici 2100.

2. Personnalités et associations

- **Greenpeace** : ONG fondée en 1979 pour la protection de l'environnement. Célèbre pour l'affaire Rainbow Warrior, bateau de l'ONG coulé par les services secrets français en 1985, alors qu'il allait à Mururoa (lieu d'essais nucléaires).
- **Raoni Metuktire** : Chef de tribu d'Amazonie opposé à la déforestation dès 1970 (aujourd'hui 1/5^e de la forêt a disparu). Médiatisé, il permet la création de la plus grande réserve de forêt tropicale du monde au Brésil.
- **Hans Jonas** : Philosophe allemand, inspirateur du principe de précaution.
- **José Bové** : Militant français altermondialiste ; opérations contre les OGM.
- **Nicolas Hulot** : Journaliste puis homme politique, ministre de la Transition écologique de mai 2017 à septembre 2018, il oriente la politique vers la diminution du parc nucléaire français, la fin du diesel, l'interdiction du glyphosate.

3. Vocabulaire

- **Principe de précaution** : En cas d'incertitudes écologiques, il faut remettre à plus tard une décision (formulé en 1992 dans la déclaration de Rio).
- **Commerce équitable** : Fondé sur de nouveaux chemins commerciaux, ce système permet que le producteur et ses collaborateurs soient mieux rémunérés.
- **Empreinte écologique** : Calcul de l'exploitation réelle d'une population par rapport à la surface bioproductive disponible. Cela montre la surconsommation des ressources naturelles par certaines populations.
- **OGM** : Organisme Génétiquement Modifié. Produit vivant au patrimoine génétique modifié par l'homme. Utilisés dans la recherche, la médecine,

l'agro-alimentation, ces organismes sont plus résistants, plus efficaces. Leur dangerosité est mal évaluée et la contamination et stérilisation des cultures non OGM pose problème. Malgré des réticences, la France les autorise depuis 2000.

- **Agriculture biologique (AB) :** Méthode de production basée sur le respect de la biodiversité et des cycles naturels, et le refus d'une production intensive ou des OGM. En France, elle repose sur le décret de 1981 qui établit qu'un produit est biologique s'il contient moins de 5 % d'ingrédients non biologiques. Le logo AB apparaît en 1993. On compte 7,5 % de surface agricole AB en France en 2019 (16 % en All.). La France produit 8 % de l'alimentation bio de l'UE.
- **Décroissance :** Choix politique du ralentissement économique pour réduire l'exploitation de la nature et sortir des excès de la société de consommation.

1. Système de protection sociale et de santé

En France, il dépend de la Sécurité sociale, groupe d'institutions qui protègent financièrement face aux risques de la vie. Elle possède 4 branches :

- **Branche maladie** (la plus importante et la plus déficitaire), pilotée par la CNAM (Caisse National d'Assurance-Maladie) au niveau national et par la CPAM (Caisse Primaire d'Assurance-Maladie) au niveau local (101 en France).
- **Branche vieillesse** et veuvage (retraites), pilotée par la CNAV (Caisse Nationale d'Assurance-Vieillesse).
- **Branche famille** (dont logement, handicap, etc.), pilotée par la CNAF (Caisse Nationale des Allocations Familiales) au niveau national et par la CAF au niveau local (123 en France).
- **Branche accidents du travail** et maladies professionnelles.

Une 5^e branche doit être mise en place, consacrée à la perte d'autonomie.

La Sécurité sociale rembourse environ 75 % des dépenses de soins (budget de 350 milliards) ; le reste est couvert par les ménages (10 %), des mutuelles (8 %) et des sociétés d'assurance et institutions de prévoyance (6 %). Les 1,2 % restants correspondent à la CMU (Couverture Mutuelle Universelle) qui aide, depuis 2000, ceux qui ne sont pas couverts par le régime de la Sécurité sociale ou qui sont très démunis (SDF, étrangers en situation régulière). Pour les étrangers en situation irrégulière, il existe l'AME (Aide Médicale d'État).

Financement : Cotisations sociales des salariés et des employeurs, CSG (Contribution Sociale Généralisée) et CRDS (Contribution pour le Remboursement de la Dette Sociale) prélevées sur tout revenu.

L'URSSAF (Union de Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocation Familiale) assure le recouvrement des cotisations pour financer la Sécurité sociale et l'ARS (Agence Régionale de Santé) rationalise les dépenses hospitalières et médicales ; elle remplace en 2010 la DRASS et la DDASS.

2. Santé publique

Le *Code de la santé publique* détermine le champ du droit de la santé publique.

- **Médicament générique** : Médicament de même principe actif et parfois de même excipient qu'un médicament *princeps* (= de marque), mais moins cher.

- **Toxicité minérale** : Elle concerne notamment des matériaux comme l’amiante (n. masc.), matériau à texture fibreuse très isolant, utilisé dans le bâtiment et les vêtements (interdit en 1997), ou encore le gaz de schiste.
- **Loi Évin** : Loi de 1991 (renforcée en 2006) qui interdit de fumer dans les lieux publics et limite la publicité pour l’alcool.
- **Drogue** : Substance chimique ou naturelle capable d’altérer l’activité neuronale. Elle peut entraîner une dépendance (particulièrement l’héroïne), et/ou exposer à une forte toxicité et à l’isolement social (cas de la cocaïne).
- **Jeux dangereux** : Activités considérées comme ludiques mais qui représentent un risque pour ceux qui les pratiquent ou les subissent. Ce sont des formes de drogues, où le jeune développe une dépendance.
- **Cancer** : Tumeur maligne qui se développe par prolifération des cellules qui migrent vers d’autres parties du corps (métastases). La leucémie est le cancer du sang et la maladie de Khaler est celui de la moelle osseuse.
- **VIH** : Le Virus d’Immunodéficience Humaine est responsable du SIDA. Il détruit les défenses immunitaires. Il est transmis par le sang, le sperme, les sécrétions vaginales, le lait maternel. Les traitements antiviraux ralentissent sa propagation, mais ne le guérissent pas. Il a été découvert par Luc Montagnier et Françoise Barré-Sinoussi en 1983 (prix Nobel 2008 de physiologie et médecine).
- **Maladie d’Alzheimer** : Maladie de dégénérescence du cerveau qui l’atrophie et entraîne d’abord la perte de mémoire, et, à termes, la mort.
- **Mort** : On distingue la mort légale ou mort cérébrale (absence de réaction du tronc cérébral) de la mort clinique (arrêt cardio-circulatoire). Cette distinction rend possible le prélèvement d’organes très tôt (dès la mort légale) pour améliorer le succès des greffes ; historiquement ce fut particulièrement le problème pour les transplantations cardiaques, dès 1968 par Christian Cabrol.
- **Bioéthique** : *Quelques dates.*

1983	Création du CCNE (Comité Consultatif National d’Éthique).
1988	Toute expérience sur l’humain doit être consentie librement et éclairée.
1994	Indisponibilité du corps humain. Le don est possible s’il est librement consenti mais la vente est interdite. En 2004, la loi réaffirme ces principes et interdit le clonage humain total ou partiel (même thérapeutique).
2002	(loi Kouchner) Reconnaissance du droit du malade, notamment à consulter le dossier médical. Limitation de l’hospitalisation sans consentement.
2005	(loi Leonetti) Réaffirmation de l’interdiction de l’euthanasie et opposition à l’obstination déraisonnable. Préconisation des soins palliatifs pour la mort dans la dignité.
2016	(loi Claeys-Leonetti) Droit à la sédation profonde et continue jusqu’au décès. Les directives anticipées deviennent contraignantes.
2019	Décès de Vincent Lambert, patient tétraplégique en état pauci-relationnel depuis 2008.
2021	Révisions des lois de bioéthique de 1994 ; PMA pour toutes et extension des recherches sur l’embryon.

1. La famille

- **Mariage** : Légalement, le mariage est un contrat entre deux personnes qui donne existence à une communauté de biens et de renommée (même nom), cadre d'une famille. Le mariage homosexuel est reconnu depuis 2013 en France. En 2020, on compte 148 000 mariages en France dont environ 5 000 entre personnes de même sexe. Ces chiffres sont historiquement bas (227 000 en 2019) du fait de la crise sanitaire.
- **PACS** : Contrat entre deux personnes majeures de sexes semblables ou différents et qui n'ont aucun lien de parenté. Il permet d'acquérir ensemble des biens et d'avoir une déclaration fiscale commune. Le PACS n'a aucune incidence sur le nom. En 2019, on compte 188 000 PACS en France.
- **CNAF** : La Caisse Nationale d'Allocation Familiale, branche de la Sécurité sociale (créée en 1932), développe une action sociale familiale.
- **Allocations familiales** : Elles sont versées par les CAF, sans condition de ressources, aux responsables de deux enfants et plus de moins de 20 ans.

2. L'enfant

- **Droits de l'enfant** : En 1959, la Déclaration des Droits de l'Enfant par l'Assemblée générale des Nations unies pose 10 principes, notamment le droit à l'égalité, à une attention particulière pour son développement, à un nom et une nationalité, à une alimentation, un logement et des soins médicaux appropriés, à une protection contre toute forme de cruauté, de négligence et d'exploitation, et, s'il est handicapé, le droit à une éducation et des soins spéciaux. Ces principes deviennent contraignants en 1989 pour les pays signataires par la Convention Internationale des Droits de l'Enfant.
- **Adoption** : Institution de la loi qui peut exister de deux manières :
 - l'adoption plénière où la famille d'adoption remplace la famille d'origine,
 - l'adoption simple où l'enfant reste en contact avec sa famille d'origine.

Une personne peut adopter seule, qu'elle soit célibataire, mariée, pacsée ou divorcée à condition qu'elle ait au moins 28 ans et avec accord du conjoint si elle est mariée. Des personnes mariées peuvent adopter ensemble, à condition que les deux soient âgés d'au moins 28 ans ou mariés depuis au moins deux ans. La procédure est longue ; les candidats à l'adoption subissent une enquête. Les enfants à adopter d'origine française sont peu nombreux.

- **Scolarité obligatoire** : Un enfant doit être instruit obligatoirement de 3 ans jusqu'à 16 ans, depuis la réforme de 2019. Auparavant, l'instruction était obligatoire à partir de 6 ans, depuis une ordonnance de Charles de Gaulle en 1959. Cette instruction obligatoire ne doit pas être confondue avec l'obligation d'aller à l'école, car l'instruction peut être effectuée dans un établissement scolaire ou à distance, ou encore par les parents eux-mêmes. La loi de 2021 confortant le respect des principes de la République a fortement encadré l'instruction en famille, celle-ci étant désormais soumise à déclaration.
- **La majorité** : Fixée à 18 ans depuis 1974, elle était auparavant de 21 ans. La majorité sexuelle est de 15 ans.

Au niveau international, il est régi par l'OIT (Organisation Internationale du Travail), organe de l'ONU qui établit les droits fondamentaux du travail : la liberté syndicale, l'interdiction du travail forcé (sauf service militaire et travail des prisonniers), du travail des enfants, de la discrimination, l'amélioration des conditions de travail.

Au niveau national, il est régi par le Code du travail (principalement pour le secteur privé) et par des statuts particuliers pour les fonctionnaires et assimilés. Ce code est complexe ; il régit les conditions légales du travail, les contentieux, la sécurité au travail, la santé et la formation professionnelle.

1. Conditions légales

- **CDD/CDI** : Contrat à durée déterminée/indéterminée. Le CDI est signé sans limite de durée. Il prend fin par démission, retraite, rupture à l'amiable, licenciement. Le CDD ne peut excéder 18 mois ; il est renouvelable une fois.
- **Temps de travail** : Il est fixé à 35 heures par semaine. En 1936 (Front populaire), il était passé à 40 heures, puis 39 heures sous Mitterrand en 1982.
- **SMIC** : Le Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance (qui remplace le SMIG) est le salaire horaire en dessous duquel aucun salarié ne peut être payé. Les exceptions existent surtout pour les jeunes en apprentissage et ceux en contrat de professionnalisation. Ce salaire est proche de 1 500 € bruts mensuel en 2020, il est revalorisé chaque année en fonction du pouvoir d'achat.
- **Loi El Khomri** : Majoration des heures supplémentaires, assouplissement des conditions de licenciement, modulation du travail selon les accords collectifs, droit à la déconnexion.
- **Âge légal du travail des jeunes** : En France, il est de 16 ans. Ils peuvent travailler dès 15 ans dans le cadre d'un contrat d'apprentissage.
- **Retraite** : En France, elle dépend de la Sécurité sociale ; elle fonctionne par répartition, la capitalisation étant possible comme complémentaire à titre privé. L'âge légal d'ouverture au droit à la retraite (pour ceux nés après 1960) est de 62 ans, la retraite à taux plein est accessible dès 41,5 ans de cotisations effectués, ou, à défaut, à 67 ans.